

développement au Bénin. La MdSC se distingue des autres organisations par son statut de centre de ressource aux OSC et par sa visibilité à l'intérieur du pays comme à l'extérieur. Son positionnement auprès de l'État et de ses bailleurs lui confère un statut qui lui permet de contribuer au renforcement de la société civile comme acteur majeur de développement.

L'Union européenne s'attache par ailleurs à instaurer un dialogue structuré et constant avec les OSC, facilité par la prise en compte transversale de l'appui à la société civile dans les programmes sectoriels et de gouvernance, y compris les initiatives Équipe Europe et les projets phares en lien avec la stratégie Global Gateway de l'Union européenne, et par leur implication dans le suivi rapproché de la feuille de route de l'engagement de l'Union européenne et de ses États membres avec la société civile. Un appui spécifique est en cours à ce niveau.

La présente action est nécessaire également pour renforcer les capacités de la société civile à répondre à cet impératif d'inclusion sociale. Dans le cadre de la stratégie Global Gateway, et de l'approche à 360°, le dialogue avec la société civile revêt un caractère central pour assurer la prise en compte des intérêts et besoins, en particulier des plus vulnérables, notamment les femmes et les personnes en situation de handicap. La société civile est l'acteur de la redevabilité des projets phares de la stratégie Gateway. Or, la société civile béninoise aujourd'hui n'a pas toujours accès à l'information et les capacités d'analyse pour répondre à ces exigences de redevabilité.

2.2. Analyse des problèmes

Dans un contexte où l'État béninois est très volontariste avec de grands projets d'infrastructures, de grands chantiers économiques et sociaux, le rôle d'appui et de contrôle, de redevabilité de la société civile est primordial pour l'équilibre du pays.

La société civile au Bénin ne remplit pas cette fonction pour les raisons suivantes :

- Un climat de méfiance réciproque entre l'État et la société civile et dans une moindre mesure, entre les communes et la société civile¹⁰. L'implication de la société civile dans le suivi des politiques sectorielles se limite encore à des consultations et une sélection unilatérale des représentants de la société civile dans les mécanismes de participation ou de dialogue, aussi bien au niveau national que local¹¹.
- La mobilisation citoyenne reste relativement limitée, des efforts importants sont à faire pour renforcer la citoyenneté à la base. Des dynamiques collectives au profit de l'intérêt général doivent également être renforcées.
- Un manque de capacité d'analyse et de prospective des OSC¹² face aux multiples enjeux locaux, nationaux, régionaux et mondiaux.
- Une certaine concurrence entre la Maison de la Société civile et les faïtières lorsqu'il s'agit de représenter la société civile.
- Une gouvernance interne trop faible, et insuffisamment redevable, avec un paradoxe courant : un renouvellement important du personnel et à l'inverse la perpétuation des dirigeants historiques.

¹⁰ Au niveau local, la décentralisation a ouvert de nouveaux types de partenariats entre les OSC et les collectivités territoriales. Après des débuts parfois polémiques, des formes de collaboration variées se sont progressivement mises en place. Les communes ont toujours des limitations dans leurs capacités de financement des OSC, mais ne sont pas en reste en ce qui concerne la délégation de gestion de service public aux OSC, dans les domaines de compétences communales.

¹¹ Quelques bonnes expériences existent qui ne sont ni capitalisées ni mises à l'échelle. L'État réclame l'identification d'interlocuteurs de la société civile qui fassent l'unanimité et la société civile réclame plus de transparence, de prévisibilité et de sincérité dans la démarche d'inclusion. Le manque de coordination entre le ministère des Affaires sociales et les OSC agissant dans le domaine de la promotion et la protection des femmes pourrait être une parfaite illustration. Ces OSC sont nombreuses, le ministère a des contacts avec certaines mais pas sur une base transparente. La promotion et la protection des femmes est un domaine pour lequel il y a une volonté politique manifeste et forte. C'est un domaine qui illustre également parfaitement comment l'État a besoin des OSC pour atteindre ces objectifs. Certaines OSC de défense des droits humains ont su se faire une place auprès de l'État qui fait appel à elles pour mener des revues de politique par exemple.

¹² Les OSC béninoises sont en réaction plutôt qu'en anticipation face aux enjeux majeurs du développement et l'avènement de stratégies mondiales (ODD par exemple). Elles ont toujours su s'adapter, quoique parfois de façon opportuniste (financements à la clé).